



Manifestation contre la loi
« *SÉCURITÉ GLOBALE* » et les Autres
textes liberticides
16 janvier 2021

NICE Gare SNCF - 14h00

Cannes les Allées de la liberté - 15h00

Mobilisons-nous les 16 et 30 janvier

La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale a donné rendez-vous aux défenseur·s.es des libertés dès le dimanche 3 janvier 2021, à Paris, à l'occasion de la Marche blanche en mémoire de Cédric Chouviat.

Nous appelons à de nouvelles Marches des libertés, samedi 16 janvier, partout en France, avant un grand rassemblement, samedi 30 janvier, à Paris. Cette dernière date mêlera les voix des journalistes, documentaristes, réalisateurs et réalisatrices, victimes et familles de victimes de violences policières, associations de droits humains et artistes solidaires du combat contre les lois liberticides.

D'ici là, nous appuierons les actions qui ont pour objectif le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information. La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale continuera à informer sur les conséquences délétères de ces textes, par le biais de clips réalisés par l'équipe vidéo de la coordination, donnant un éclairage juridique et faisant témoigner des victimes de violences policières.

Depuis le premier rassemblement organisé le 17 novembre devant l'Assemblée nationale, notre coordination n'a cessé de s'élargir. Formée à l'initiative des quatre principaux syndicats de journalistes et de la Ligue des Droits de l'Homme, elle comprend aujourd'hui des associations ou collectifs représentant les métiers de la presse et des médias, et aussi des organisations œuvrant dans le domaine de la justice, des libertés numériques, de la défense de l'environnement ou contre les violences policières et leur impunité.

Dans le même temps, des coordinations locales se sont formées à travers tout le pays et plus de 150 villes ont connu au moins une manifestation contre la proposition de loi « Sécurité globale ».

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant·e·s en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale ». Texte que le Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme », elle aussi attentatoire à de nombreuses libertés fondamentales.

Ni la commission Delarue sur les rapports entre journalistes et forces de l'ordre ni le « Beauvau de la sécurité » ne sauront nous détourner de notre objectif. Emmanuel Macron n'a toujours pas répondu à notre demande de rendez-vous adressée par courrier et publiée sous la forme d'une lettre ouverte le 14 décembre.

Notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO n'a pas été entendue. Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage de trois fichiers de police et de gendarmerie ; le Conseil d'État, saisi d'un recours en annulation, permet le fichage d'activités prétendument susceptibles d'atteinte à la sécurité publique même si elles font apparaître les opinions politiques ou syndicales, les convictions philosophiques ou religieuses, les données de santé, les habitudes de vie...ou l'activité sur les réseaux sociaux !

Les pressions politiques de policiers se présentant en uniforme et en plein couvre-feu devant les domiciles d'élu·e·s ou devant des tribunaux confirment nos craintes quant à l'instauration d'un véritable État de police par la combinaison du SNMO, de la proposition de loi « Sécurité globale » et du projet de loi « confortant les principes républicains ».

Les lois liberticides sont votées à Paris, mais à Nice nous avons déjà l'appartement témoin

La ville de Nice met à la tête du CSU de Nice, là où converge toute la vidéosurveillance, une « hiérarque de la police municipale et proche du maire » ; elle recrute un directeur de la police municipale jugé incompétent par les tribunaux ; elle nomme « un ancien patron de la police municipale de Nice mis en examen pour association de malfaiteurs ».

A Nice, nous subissons une débauche de technologies intrusives qui ne nous a pas protégés des attentats, alors que « Smart city » poursuit son développement en toute opacité, malgré son projet d'espionnage des « bruits faibles » dans les réseaux sociaux. Nous avons dû nous opposer aux tentatives de nous imposer « Reporty », la « reconnaissance d'émotions » et la reconnaissance faciale dans un lycée.

Pendant le premier confinement, les drones d'une société privée ont survolé illégalement la ville pour repérer les personnes qui ne portaient pas de masque, les apostropher à l'aide d'un haut-parleur et diriger les équipages de la police municipale vers les contrevenants.

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

La coordination #StopLoiSécuritéGlobale fédère des syndicats, sociétés, collectifs, associations de journalistes et de réalisateurs et réalisatrices, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de victimes et de familles de victimes de violences policières, collectifs de quartiers populaires, exilé·e·s et Gilets jaunes.

Premiers signataires : AFPS - Alternatiba - ANV.COP21 - ATTAC - DAL - Gilets Jaunes - LDH - Libre pensée 06 - Mouvement de la PAIX - MRAP - Tous Citoyens- Uni.e.s Nice - UD.CGT 06 - SNJ CGT - CGT Educ'Action 06 - FSU - SAF - Syndicat de la Magistrature - Solidaires - EELV - Ensemble ! - F.I. - Génération'S - NPA - PCF - Rassemblement ViVA! -